Elections Législatives du 23 Juin 1968

CIRCONSCRIPTION DE DINAN

PROFESSION DE FOI de René PLEVEN

Electrices, Electeurs,

L'élection législative du 23 Juin est une élection hors série.

Elle est la conséquence d'une grande crise nationale.

Beaucoup de travailleurs avaient des causes légitimes de mécontentement et les étudiants aspiraient justement à la rénovation d'un système universitaire périmé.

Je suis inscrit à l'Assemblée Nationale au groupe Progrès et Démocratie Moderne, présidé par Jacques Duhamel. Si nos avis avaient été écoutés, l'augmentation du S.M.I.G. et des bas salaires, celle des allocations sociales, l'allègement de l'impôt sur les revenus du travail, la révision de l'ordonnance sur la Sécurité Sociale auraient été déjà réalisés, mais par étapes, et sans danger pour l'économie nationale.

Le malaise social et universitaire trop longtemps sous-estimé par un Gouvernement mal conseillé par une technocratie parisienne, ignorante des conditions de vie des foyers modestes, a été eploité par des minorités extrêmistes.

Débordant souvent les responsables des grandes organisations syndicales, ces minorités ont tenté d'imposer leurs conceptions par la violence. Un climat d'illégalité s'est instauré, qui a mené le pays aux limites de la guerre civile et de la faillite économique. On a pu craindre que s'installe en France une sorte de démocratie populaire qui aurait été menée en fait par les communistes de tous bords.

Le premier objectif de l'élection du 23 Juin est de permettre aux Français de proclamer qu'ils refusent tout régime totalitaire, qu'ils veulent garder leurs libertés, toutes leurs libertés, qu'ils n'acceptent pas que sur les édifices publics flottent d'autres drapeaux que le tricolore.

Vous refuserez donc de donner votre vote à des candidats qui se réclament du parti qui n'a jamais désavoué ni le stalinisme, ni le coup de Prague, ni la répression de Budapest ou qui pactisent avec ce parti.

Face à l'agitation, aux démonstrations de rue, aux manœuvres qui atteignaient leur paroxysme au moment du vote sur la dernière motion de censure, j'ai estimé que le renversement du Gouvernement dans ces circonstances aggraverait encore la crise, entraînerait un redoublement des assauts contre la légalité et des atteintes à la liberté du travail, risquerait de mettre en péril la République elle-même.

Mon attitude a été guidée par le seul souci de l'intérêt national. Je ne crois pas m'être trompé.

Le deuxième objet des élections législatives est de donner au Président de la République une indication claire sur les vœux du pays.

L'immense majorité des Français souhaite le progrès social dans la légalité, appelle des réformes, mais s'oppose à l'aventure.

Le sentiment national de tous veut épargner à la France l'horreur d'un déchirement, d'un affrontement violent entre ses enfants. C'est pourquoi je vous ai toujours mis en garde contre le danger d'une sommaire division de peuple en deux blocs, pourquoi j'ai toujours affirmé que si un dialogue utile n'existait pas au Parlement, la contestation se déplacerait nécessairement dans la rue.

Telle est la leçon des événements d'hier que la France ne veut plus revoir.

Elle exige qu'une majorité nouvelle, plus démocratique et plus large que celle d'hier, respectueuse des prérogatives constitutionnelles du Président de la République, se dégage des élections du 23 Juin.

La tâche de la prochaine Assemblée sera ingrate et lourde.

Des mesures immédiates devront être prises pour que les entreprises de toutes dimensions et de toute nature, pour que les exploitations paysannes puissent supporter leurs charges nouvelles. Le maintien de l'emploi est à ce prix.

Afin que les avantages acquis par les salariés ne soient pas annulés en quelques semaines par une dépréciation monétaire qui accablerait plus que toutes autres les personnes âgées ou handicapées, pourvues de maigres ressources, des révisions budgétaires et des sacrifices s'imposeront.

La réforme promise de l'Université et de l'Enseignement devra être réalisée avec les représentants démocratiquement élus des étudiants et des maîtres.

Le centralisme technocratique a été l'une des causes des erreurs commises. Décentralisation des pouvoirs de décision, dans l'Etat comme dans maintes grandes entreprises, association plus large des citoyens et des travailleurs, aux responsabilités des décisions qui les concernent, objectivité de l'O.R.T.F., devront être assurées dans les plus brefs délais.

Toutes les catégories sociales et professionnelles, les jeunes et ceux qui le sont moins, savent que je connais intimement leurs problèmes et que je ne ménage pas mes efforts pour les résoudre.

Le transfert par l'Etat à une authentique entité régionale de larges moyens d'animation économique, l'adoption d'un plan de développement breton appliqué méthodiquement sur plusieurs années, s'attaquant pour de bon au sous-équipement, à la sous-industrialisation, au sous-emploi, prévoyant la transformation sur place d'une part toujours plus large de nos productions agricoles, sont des conditions essentielles à l'amélioration du sort de tous dans notre région. Les investissements des petites et moyennes entreprises qui peuvent grandir, la conversion des exploitations vers l'élevage, l'équipement touristique réclament des crédits nouveaux ou une Caisse régionalisée, tandis que les problèmes maritimes et ceux des marins doivent être complètement repensés.

Je fais appel au patriotisme de tous les démocrates, quelles qu'aient été leurs étiquettes d'hier, pour me permettre à Paris et en Europe, si vous me renouvelez votre confiance, d'agir avec plus de force que jamais pour une Bretagne qui veut vivre.

La France que nous aimons, que nous avons tous servie veut que nous nous unissions pour faire avancer notre pays, sans violence ni perte de notre liberté, vers plus de justice sociale, d'égalité et de fraternité.

La France peut sortir renouvelée de cette crise si nous nous élevons au-dessus de nos divisions, être un exemple pour l'Europe qu'il faut rassembler.

Pas d'abstention. Votez massivement.

VIVE LA REPUBLIQUE, VIVE LA FRANCE.

René PLEVEN

Candidat Républicain d'Union (Progrès et Démocratie Moderne)
Compagnon de la Libération.
Commandeur du Mérite Maritime.

Le remplaçant éventuel,
Ernest ROUXEL.
Conseiller Général - Maire de Ploubalay
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur du Mérite Agricole

IMP. PEIGNÉ - DINAN